

Paris, le 8 avril 2024

**À l'attention de la direction de la branche Épargne Salariale et Retraite
et de la direction générale d'Amundi,**

Nous sommes plus de 1000 salariés d'entreprises diverses, par leur taille, leur secteur ou leur géographie, unis autour d'un sujet qui nous force à vous écrire : l'impact climatique de notre épargne salariale, qui comme plus de 4 millions de salariés, est entre vos mains. **Par cette présente, nous appelons Amundi à cesser ses nouveaux investissements dans des entreprises qui mettent en péril l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris et à voter dès les Assemblées générales de 2024 contre les plans climat de ces entreprises, lorsqu'ils sont soumis au vote et contre le renouvellement des membres de leur conseil d'administration qui les ont promus.**

Nos entreprises et nos représentants ont fait le choix d'Amundi comme acteur de confiance afin de gérer notre épargne salariale. Pionnier de l'investissement responsable, gestionnaire engagé, c'est notamment à ce titre qu'Amundi a été choisi pour représenter au mieux nos intérêts. Cependant, malgré les bons résultats financiers affichés par vos produits d'épargne salariale cette année, nous n'avons jamais été aussi inquiets concernant les années à venir.

L'année 2023 a été la plus chaude jamais mesurée, avec une température moyenne 1,48°C supérieure à celle de l'ère préindustrielle. C'est aussi celle où nous avons le plus brûlé d'énergies fossiles : 8,5 milliards de tonnes de charbon et 4,75 milliards de tonnes de pétrole brut ont été consommés dans le monde. Par ailleurs, les projets fossiles continuent de fleurir : 437 nouveaux projets pétroliers et gaziers ont été officiellement approuvés dans le monde en 2022 et 2023 alors qu'à elles seules, les infrastructures d'énergie fossile existantes conduisent déjà à un réchauffement supérieur à 1,5 °C¹.

En tant que porteurs de parts, nous avons le pouvoir d'être des acteurs du changement. En effet, notre épargne salariale est investie dans des entreprises qui participent à aggraver le dérèglement climatique. C'est notamment le cas de 3 entreprises : TotalEnergies, BP et Shell qui ont toutes en commun d'avoir une stratégie incompatible avec un objectif 1,5°C². En effet, contrairement aux recommandations de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) dans son scénario Net Zero³ afin de limiter le réchauffement à 1,5°C, aucune de ces entreprises ne s'est engagée à arrêter de développer de nouveaux projets de production de pétrole, de gaz ou de terminaux de gaz naturel liquéfié. En 2023, TotalEnergies, Shell et BP sont respectivement les 6ème, 11ème et 18ème majors développant le plus de projets d'extraction de pétrole et de gaz au monde. TotalEnergies est à ce titre l'entreprise privée ayant le plus de plans d'expansion à court terme. Par ailleurs, aucune entreprise ne s'est fixée des objectifs de production de pétrole et de gaz en phase avec les prévisions de l'AIE qui indiquent que la production pétrolière et gazière doit diminuer de 21% et 18% respectivement par an d'ici 2030. BP a revu à la baisse ses ambitions de réduction de production de pétrole et de gaz, ainsi ses objectifs de production dépassent les projections de l'AIE de 25 % tandis que ceux de TotalEnergies les dépassent de plus de 40 %.

.../...

¹ https://report.ipcc.ch/ar6syr/pdf/IPCC_AR6_SYR_LongerReport.pdf

² <https://reclaimfinance.org/site/evaluation-de-la-strategie-climatique-des-compagnies-petrolieres-et-gazieres/>

³ <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

.../...

Nous refusons que notre argent alimente l'aggravation du dérèglement climatique. Nous souhaitons au contraire nous assurer qu'il contribue au développement d'un monde soutenable et soit orienté vers des énergies décarbonées . C'est dans cette optique que **nous vous appelons à vous engager à ne pas réaliser de nouveaux investissements dans les entreprises qui développent de nouveaux champs pétroliers et gaziers et terminaux de gaz naturel liquéfié.**

Par ailleurs, et quand bien même aucun nouvel investissement ne serait fait dans ces entreprises, nous demeurons inquiets de l'exposition de notre épargne aux plus grandes entreprises pétrolières et gazières parmi lesquelles on compte TotalEnergies, BP et Shell. Au printemps, Amundi sera invité à se prononcer sur la stratégie de ces trois entreprises en votant pour ou contre le renouvellement des membres de leur conseil d'administration et leur plan climat. Nous refusons de rester silencieux quant à la manière dont notre gestionnaire d'épargne utilisera nos droits de vote. **C'est pourquoi nous appelons Amundi à voter contre le renouvellement des membres sortants de l'administration des entreprises qui ont défini et mis en œuvre des stratégies incompatibles avec l'Accord de Paris. La cohérence exige par ailleurs de voter contre leurs plans dits climat lorsqu'ils sont soumis au vote.**

Nous savons nos propositions réalistes. L'année dernière, Amundi s'est opposé au plan climat de Shell et à la réélection des administrateurs de Chevron et ConocoPhillips. D'autres gestionnaires d'actifs agissent aussi dans ce sens. En 2023, Aviva Investors a voté contre la réélection de Susan K. Avery chez ExxonMobil en raison de l'insuffisance des actions menées et de la faiblesse des politiques et des cibles climatiques du groupe. LGIM a voté contre la réélection de Ian E. Macfarlane chez Woodside Energy en raison du manque d'engagement du groupe à s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Nous attendons d'Amundi qu'il agisse en responsabilité vis-à-vis de choix qui impactent notre planète et notre futur, sans exception ni compromis. Un engagement public d'Amundi en amont des Assemblées Générales à voter contre le renouvellement des membres du conseil d'administration et des plans climat de ces trois entreprises sera le témoignage concret de sa promesse faite aux clients de s'engager pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Ce positionnement jouera un rôle-clé dans nos discussions internes lorsqu'il s'agira de trancher sur le renouvellement d'Amundi comme gestionnaire de notre épargne salariale.

Nous voulons croire qu'Amundi sera à l'écoute de ses clients. Sans réponse de votre part avant le 25 avril, nous considérerons qu'Amundi ne prendra pas en compte nos demandes dans ses intentions de vote. Nous nous laisserons alors la possibilité d'avertir la presse.

Nous vous remercions pour votre attention.

Respectueusement,

À date , cette demande a recueilli la signatures de 1184 salariés des entreprises Adeo, Airbus, Alstom, Andritz Groupe, Arianespace, Aximum, Bouygues, Buyin, Capgemini, Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), CLS, Colas, EDF, Enovacom, Google, Ikea, La Poste, OBS, Setec Energie Environnement, Sia Partners, Totem, Ubisoft, Valeco, Vinci, Xolin Diffusion. (*liste des signataires en PJ*), représentés par :

.../...

.../...

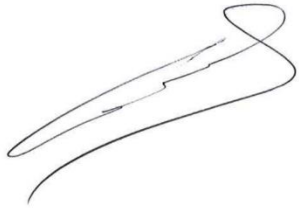
Hélène Marcy, Déléguée syndicale CFE-CGC chez Orange

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and lines.


Alexandre Dumange, Représentant Syndical Printemps Écologique chez Ubisoft

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style with a long horizontal stroke at the bottom.

Ouahcene Ourahmoune, co-fondateur du Collectif « Planet-A » au sein d'Alstom

A handwritten signature in black ink, featuring a large loop at the top and a long, sweeping stroke below.

Anne-Laure Vandamme, Éluée CSE chez Orange Innovation

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style with a long horizontal stroke at the bottom.